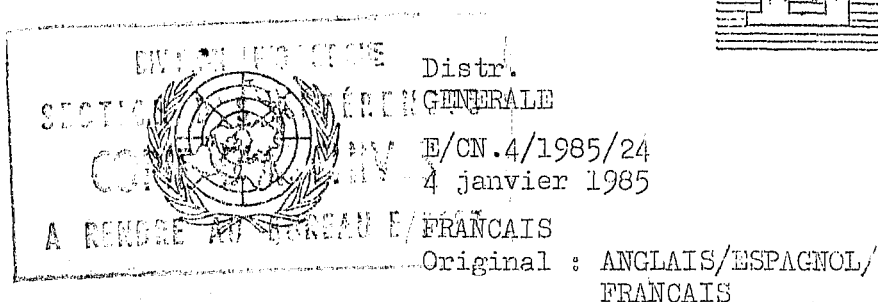


NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Quarante et unième session

Point 20 de l'ordre du jour provisoire

DROITS DES PERSONNES APPARTENANT A DES MINORITÉS NATIONALES,  
ETHNIQUES, RELIGIEUSES ET LINGUISTIQUES

Note du secrétariat

1. Au paragraphe 31 du rapport du Groupe de travail officieux à composition non limitée que la Commission des droits de l'homme a créé à sa trente-neuvième session (E/CN.4/1983/66), il est recommandé de demander aux gouvernements, par l'intermédiaire de la Commission, de formuler des propositions concrètes au sujet des articles 1 à 6 du projet de déclaration présenté par la Yougoslavie. Les observations formulées par les gouvernements conformément à cette demande ont été transmises par le secrétariat à la Commission, à sa quarantième session, dans une note publiée sous la cote E/CN.4/1984/42 et Add.1 et 2.

2. On trouvera dans le présent document les réponses des Gouvernements de la Barbade et du Venezuela, qui ont été reçues ultérieurement.

BARBADE

[Original : anglais]

[22 mars 1984]

Les projets d'articles 1, 2, 3 et 6 du projet de déclaration ont trait à des droits fondamentaux qui sont déjà protégés par la Constitution de la Barbade.

L'article II de la Constitution de la Barbade stipule entre autres :

"Attendu que toute personne à la Barbade est habilitée à jouir des droits et libertés fondamentaux de l'individu, c'est-à-dire de jouir, quels que soient sa race, son lieu d'origine, ses opinions politiques, sa couleur, sa croyance ou son sexe - à condition toutefois de respecter les droits et libertés des autres et l'intérêt public - des droits et libertés suivants :

- a) vie, liberté et sécurité de la personne;
- b) protection du caractère privé du foyer et des autres biens, et contre la privation de la propriété sans compensation;
- c) protection de la loi; et
- d) liberté de conscience, d'expression, de réunion et d'association."

Les deux autres projets d'articles (c'est-à-dire les articles 4 et 5) exigent l'établissement de contacts entre les Etats en vue d'assurer la protection des droits fondamentaux considérés.

Aucune objection n'est formulée en ce qui concerne les autres projets d'articles, qui traitent de questions figurant déjà dans la Constitution de la Barbade.

VENEZUELA

[Original : espagnol]

[26 avril 1984]

L'organisme précité a déclaré qu'il approuvait les propositions qui figurent dans ledit projet de déclaration en raison de leur importance capitale pour le plein épanouissement du groupe de personnes que l'on pourrait considérer, dans notre environnement, comme constituant une minorité nationale ethnique ayant ses propres particularités et présentant des caractères exclusifs tels que certaines convictions religieuses, une identité culturelle bien définie et sa propre langue.

Il n'existe pas dans notre pays d'autres types ou groupes de personnes qui pourraient être classées dans cette catégorie des "minorités", étant donné que le Venezuela jouit d'un régime de libertés qui a son origine dans la Charte fondamentale de la République, dont les principes garantissent à tous les habitants du territoire, qu'ils soient citoyens vénézuéliens ou non, l'exercice de tous les droits sociaux, économiques et même politiques, sous réserve dans ce dernier cas des limites prévues par la loi, de telle sorte que tous les citoyens puissent participer à la vie démocratique de la société dans tous les domaines.

Cette affirmation s'appuie sur le Préambule de la Constitution nationale, promulguée en janvier 1961, qui consacre entre autres les principes fondamentaux suivants : "Protéger et élever le travail"; "sauvegarder la dignité humaine"; "promouvoir le bien-être général et la sécurité sociale"; "maintenir l'égalité sociale et juridique, sans discrimination basée sur la race, le sexe, la croyance religieuse ou la condition sociale"; il est à noter qu'ultérieurement d'autres droits ont été reconnus dans des instruments juridiques successifs. Ainsi, il n'existe pas dans la nation vénézuélienne de différences sociales, raciales ou religieuses.

Le Venezuela, pays heureusement intégré à la communauté internationale, où il est considéré actuellement comme l'un des pays du monde où les droits de l'homme sont le mieux respectés, est cependant conscient du fait que dans certains pays dont beaucoup sont considérés comme faisant partie du tiers monde ou des pays en développement, on assiste actuellement à une multiplication des cas de violation ou de non-respect des droits les plus élémentaires, c'est-à-dire des droits inhérents à la personne humaine des minorités qui sont ainsi victimes d'une discrimination fondée sur la race, le sexe, la religion, la langue, etc.

S'il ressort de l'examen détaillé des articles proposés à l'examen que ces derniers reflètent fidèlement les objectifs du Groupe de travail chargé d'élaborer le projet de Déclaration à l'étude, il paraît toutefois opportun de formuler des observations particulières sur certains d'entre eux :

Article premier :

Le Venezuela estime que la proposition de la Bulgarie est suffisamment large et lui paraît donc pertinente. Néanmoins, on pourrait envisager, afin de garantir la reconnaissance pleine et entière de tous les droits des citoyens considérés, la possibilité d'ajouter le membre de phrase suivant : "le droit de participer au développement intégral de la société dont elles font partie, de telle façon qu'elles puissent s'y assimiler progressivement si elles le souhaitent".

Le texte de l'article pourrait être alors ainsi conçu : "Les personnes appartenant à des minorités ethniques, religieuses et linguistiques ont le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne, le droit à l'égalité devant la loi, le droit au respect de leur identité, le droit de jouir de leur propre culture, le droit de professer et de pratiquer leur propre religion, le droit d'utiliser leur propre langue et le droit de participer au développement intégral de la société dont elles font partie, de telle façon qu'elles puissent s'y assimiler progressivement si elles le souhaitent, sans aucune discrimination fondée sur leur origine, en égalité avec le reste de la population de l'Etat où vivent ces minorités".

Article 2 :

En ce qui concerne cet article, le Venezuela estime qu'il suffit simplement de remplacer le mot "existence" par le mot "vie" pour rester conforme au libellé de l'article premier. Il souscrit en conséquence à la proposition de la République socialiste soviétique d'Ukraine.

En ce qui concerne les articles 3, 4 et 5, le Venezuela approuve pleinement le texte proposé, car ils traitent à son avis d'aspects fondamentaux des problèmes auxquels les minorités se heurtent actuellement dans le monde.

Article 6 :

Enfin, le Venezuela suggère que l'on ajoute à la fin de cet article le membre de phrase suivant : "... ce pour quoi ils favoriseront l'obtention de ressources matérielles de nature à permettre d'exécuter des politiques tendant à assurer la réalisation et l'application concrète de tous les principes énoncés dans la présente Déclaration".